

Enfin, pour développer des chaînes de valeur qui s'inscrivent dans la durée, il faut pouvoir approvisionner les agro-industries à partir de systèmes de production durables. Or, d'une part, l'activité agricole au Togo est portée par les petits producteurs individuels ou organisés en coopératives et qui disposent de faibles moyens techniques et économiques pour développer leurs activités. La majorité des producteurs a une superficie de moins d'1ha, pratique une agriculture familiale et est peu intégrée au marché. Le manque de formation et d'accompagnement à des techniques agricoles adaptées, le morcèlement des parcelles agricoles avec 70% des parcelles inférieures à ½ ha, le faible niveau d'irrigation avec moins de 1% de parcelles irriguées, la difficulté d'accès à des intrants de qualité, la faible organisation des chaînes de valeur sont quelques causes majeures de la faible production et de la faible productivité des exploitations agricoles au Togo. En général, les rendements agricoles au Togo sont plus faibles que la moyenne régionale.

D'autre part, l'agriculture fait également face à une dégradation des zones de production avec une extension des surfaces cultivées au détriment des zones pastorales et forestières liée à un essor démographique, une dégradation de la fertilité des terres dues à des pratiques agricoles non durables ainsi que des conflits croissants entre agriculteurs et éleveurs. Ces évolutions sont rendues encore plus problématiques avec le changement climatique et les perturbations actuelles de la pluviométrie engendrées par le dérèglement climatique (saisons des pluies plus courtes, stress hydriques pour les cultures, risques d'inondations) affectent les performances des systèmes agricoles (conventionnels, agroécologiques, biologiques).

Conscient du problème, le gouvernement du Togo a élaboré très récemment, une stratégie nationale de développement de l'agroécologie et de l'agriculture biologique qui a été validée en décembre 2021 mais dont les modalités de mise en œuvre restent encore à définir. Cette stratégie inclusive vise à investir dans la recherche et la valorisation des savoirs locaux pour le développement de techniques agricoles et d'élevage à haut rendement qui préservent l'environnement. Cette stratégie nécessitera entre autres choses la mise en place d'un cadre réglementaire adapté, un dispositif performant de contrôle de qualité des intrants (bio-intrants) et des produits ainsi qu'une mise à niveau des compétences des acteurs (producteurs, conseil, transformateurs). Vu sa taille et son expérience, l'avantage comparatif du Togo se trouve dans les produits de niche notamment les produits biologiques pour lesquels il affiche une bonne performance depuis 2020. Il existe donc un enjeu important dans le développement de l'agroécologie et la production biologique non seulement en termes de production à haute valeur ajoutée, de réduction des coûts des intrants chimiques mais également de préservation de l'environnement et de résilience contre les effets du changement climatique.

En parallèle, le gouvernement travaille également sur une stratégie de l'irrigation qui s'appuie sur un schéma directeur de l'agriculture irriguée financée par l'Union Européenne). Dans ce contexte, il importe donc de développer des capacités nationales dans le domaine de l'irrigation (compétences des acteurs publics et privés, expérimentation, développement de systèmes d'irrigation). L'Action prévoit d'intervenir dans ce domaine.

Les filières agricoles togolaises présentent donc de nombreuses opportunités pour répondre au triple objectif du programme de renforcer la durabilité économique, sociale et environnementale des systèmes alimentaires. Le secteur des fruits et légumes, dont la contribution à une alimentation saine et équilibrée est bien documentée, connaît depuis quelques années une tendance haussière malgré une structuration de la filière qui reste insuffisante et qui pourrait être renforcée.

La convergence des besoins et priorités du Togo avec les lignes directrices et priorités de la Commission européenne (Global Gateway, Green Deal, Consensus européen, Stratégie pour l'Afrique) est très forte. Cette convergence se concrétise en termes d'actions pour le développement des agro-industries et la promotion de systèmes de production durables et performants (agroécologie, agriculture biologique, irrigation). Cette convergence permet de traiter d'objectifs communs concernant la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté, la promotion de l'entrepreneuriat notamment des jeunes et des femmes, la réduction des inégalités, mais également des objectifs environnementaux (préservation des ressources naturelles, préservation de l'agro biodiversité et lutte contre le changement climatique).

Cette action cible le développement des agro-industries mais sa portée s'étend bien au-delà du secteur de l'agriculture et de l'industrie, en touchant notamment le développement du secteur privé (TPME et PME) et l'inclusion économique et financière des populations vulnérables. En ce sens, elle contribue à la mise en œuvre